

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GER OTV/SEM

Les Docks
10 place de la Joliette
13002 Marseille

Références : D-1858-AIX-2023
Code AIOT : 0006400061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement GER OTV/SEM implanté Z.I. de ROUSSET 13102 Rousset. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Recollement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-335-MED du 01/02/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GER OTV/SEM
- Z.I. de ROUSSET 13102 Rousset
- Code AIOT : 0006400061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Recollement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-335-MED du 01/02/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE et EDD	AP de Mise en Demeure du 01/02/2023, article 1	Sans objet
2	Affichage réglementaire	AP de Mesures Conservatoires du 17/07/2003, article 7.2.1	Sans objet
3	Poteau incendie situés aux abords de l'installation	Autre du 19/12/2022, article Constat n°14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis et présenté les éléments permettant de lever la mise en demeure et des points de contrôles susceptibles de suite issus de l'inspection du 23/11/22.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE et EDD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/02/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE et EDD
Prescription contrôlée : La société GER / OTV, dont le siège social est situé à « Les Docks » 10 Place de la Joliette – Atrium 10.3 – Boite postale 2479 – 13217 MARSEILLE Cedex 2, qui est autorisée ICPE par arrêté préfectoral n°2003-192/43-2003 A du 17 juillet 2003 à exploiter une station de traitement d'effluents industriels sise au 980 Avenue Célestin Coq 13790 Rousset est mise en demeure dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté de transmettre au Préfet des Bouches-du-Rhône un porté à la connaissance comprenant la mise à jour du classement ICPE et une étude de dangers pour son installation de Rousset ;
Constats : Par courriel du 19/01/2023, l'exploitant a transmis les bons de commande signés passés auprès du bureau Véritas pour la réalisation de leur étude ICPE et de leur Etude de Dangers. Par courriel du 09/02/2023, l'exploitant a transmis le bilan du classement ICPE. Par courrier du 04/09/2023, l'exploitant a transmis son étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Affichage réglementaire

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 17/07/2003, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition. Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale. Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...)leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en

particulier l'étiquetage réglementaire est assuré. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : .Lors de l'inspection du 23/11/2022, il a été constaté l'absence (disparition) de l'affichage réglementaire pour les cuves de la cuve de sulfate d'alumine, de la cuve de chaux et de la cuve de CO2. Lors de la visite du 27/11/2023, il a été constaté que l'affichage réglementaire a bien été réinstallé et respecte la prescription réglementaire
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Poteau incendie situés aux abords de l'installation

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2022, article Constat n°14
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit cependant solliciter les services de la mairie de Rousset pour obtenir le rapport de contrôle du débit réglementaire des poteaux incendie public situés aux abords de l'installation.
Constats : L'exploitant a transmis/présenté le mail de demande auprès de la mairie de Rousset de justificatifs du bon fonctionnement des poteaux incendie situés aux abords de son installation. L'exploitant n'a, au jour de la visite, pas obtenu de réponse. L'exploitant a relancé la commune par mail le 27/11/23 et transmettra les éléments dès réception. Par ailleurs, l'exploitant a présenté et transmis le rapport de contrôle des poteaux incendie de son installation. Ceux-ci respectent les dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite